

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: - (2009)
Heft: 2: Menschenrechte in Schweizer Informationseinrichtungen = Informer sur les droits humains en Suisse = Informare sui diritti umani in Svizzera

Artikel: Droit à l'information en danger
Autor: Praz, Fabrice
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-769844>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

und nur selten nach bestimmten AutorInnen. Deshalb beinhaltet eine typische «Trefferliste» gleichsam ein Paket

mit unterschiedlichen Quellen und Medienträgern, die zu einem thematischen Ganzen werden: Fotokopien aus

Pressedossiers, Bücher und Zeitschriften, ergänzt um elektronisches Informationsmaterial wie Hinweise auf weiterführende Webseiten.

ABSTRACT

Alliance Sud

Créée en 1971, Alliance Sud est la communauté de travail des six grandes organisations suisses d'entraide: Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et Eper. Son but est d'influencer la politique de la Suisse en faveur des populations pauvres de la planète et privées de leurs droits fondamentaux. Elle agit notamment par des conférences et des interpellations politiques, des campagnes publiques et un travail d'information efficace. Alliance Sud anime à Berne et à Lausanne des centres de documentation publics, qui fournissent une vaste information sur les pays en développement et de l'Europe de l'Est, sur les relations de la Suisse avec ces pays ainsi que sur plus de 500 questions de développement et de coopération internationale. Les centres de documentation d'Alliance Sud sont l'unique source historique de documentation sur les problèmes du tiers-monde, destinée à un large public. Le public cible est avant tout les enseignants et étudiants, les collaborateurs des organisations d'aide au développement ainsi que toute personne intéressée par ces questions. Du jeune, sans connaissance spécifique, au spécialiste, tous ceux qui sont concernés par les questions Nord-Sud y trouvent la documentation nécessaire. Les archives de presse contiennent des journaux et des extraits de magazines sur les pays en voie de développement, sur les thèmes allant du travail à l'économie mondiale, en passant par la santé et la migration. Le centre de Berne dispose en plus d'une bibliothèque spécialisée. Elle offre en prêt principalement de la littérature en langue allemande sur les thèmes du développement et des pays en voie de développement, mais aussi des œuvres et rapports annuels d'institutions internationales comme l'ONU ou la Banque mondiale. Elle dispose d'environ 150 revues. Le fonds de bibliothèque et un bon tiers des revues sont accessibles sur l'internet. Les centres d'Alliance Sud se mettent systématiquement à jour et cherchent à refléter au mieux l'actualité. Le travail en réseau permet une bonne accessibilité aux informations. Les collaborateurs des centres de documentation et de consultation aident les chercheurs par des conseils individualisés. Ils les soutiennent dans la recherche d'information sur le terrain, par e-mail ou au téléphone.

Bücher zum Klimawandel leiht auch die Stadtbibliothek aus, der Weltentwicklungsbericht findet sich in einer Universitätsbibliothek, ein Zeitungsartikel steht eventuell gratis im Netz. So gesehen bieten die Dokumentations-

Eine beinahe tägliche Erfahrung: Viele der Nutzenden haben nur vage Vorstellungen von dem, was sie eigentlich suchen. Hier setzen die Mitarbeitenden der Dokumentationszentren begleitend und beratend an.

zentren von Alliance Sud entwicklungsbezogene Literatur nicht exklusiv an. Ihre Originalität besteht im Mix des Angebots, das an *einem* Bezugsort verfügbar ist und ein gleichwertiges Nebeneinander von Print und Online offeriert – und in der entwicklungspolitisch fachkundigen Beratung durch ihre Mitarbeitenden.

Kontakt: pierre.flatt@alliancesud.ch

emanuela.tognola@alliancesud.ch

www.alliancesud.ch/documentation (Lausanne),

www.alliancesud.ch/dokumentation (Bern)

Droit à l'information en danger

Fabrice Praz, journaliste auprès de la section suisse d'Amnesty International

Le développement de nouvelles technologies comme internet et les téléphones portables a radicalement changé l'accès à l'information. L'échange d'informations est devenu plus rapide et plus facile. Mais non sans risque de censure et de répression.

Bien que les conventions internationales garantissent le droit à la liberté d'information ainsi que la libre circulation des idées à travers les frontières, un nombre grandissant de personnes sont censurées, voire emprisonnées pour avoir exprimé des idées contestataires. Les gouvernements sont de plus en plus nombreux à tenter par tous les moyens d'empêcher la liberté d'expression sur

internet. Aucune région du monde n'y échappe. Avec la palme pour la Chine.

Les centaines de millions de Chinois qui utilisent internet sont sous haute surveillance. Plus de 30 000 policiers surveillent le web, 24 heures sur 24 et sept jours sur sept. Toute personne qui réclame davantage de démocratie ou qui demande le respect des droits hu-

maines se retrouve derrière les barreaux. Les autorités chinoises sont à la pointe. Le système de filtrage d'internet mis en place par le gouvernement est l'un des plus sophistiqués au monde. En première ligne, les journalistes, les juristes et les militants des organisations non gouvernementales (ONG). Mais aussi toute voix qui oserait critiquer le gou-

Les centaines de millions de Chinois qui utilisent Internet sont sous haute surveillance. Plus de 30 000 policiers surveillent le web, 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.

vernement ou dénoncer les injustices commises par les forces de l'ordre. Réfugié à Paris, le dissident chinois Cai Chongguo est pessimiste: «Il y a quelques années, j'ai cru qu'internet allait démocratiser la Chine. Mais aujourd'hui, je n'y crois plus. J'ai l'impression que le gouvernement l'utilise pour faire de la propagande et que seules les sociétés étrangères en profitent vraiment. Bien plus que les gens qui rêvent de démocratie et de liberté d'expression. Le gouvernement surveille internet très efficacement. C'est devenu un outil pour le contrôle de la population.»

Complaisance des multinationales

Les technologies qui permettent au gouvernement chinois de filtrer et de bloquer le contenu d'internet sont principalement fournies par des compagnies étrangères. *Yahoo!*, *Google* et *Microsoft* pratiquent la censure en temps réel. «Qu'elles cèdent aux pressions des responsables chinois ou devancent les inquiétudes gouvernementales, les sociétés qui imposent des restrictions portant atteinte aux droits humains sont dépourvues de toute vision à long terme», dénonce Irene Khan, la secrétaire générale d'Amnesty International. «Les accords passés avec les autorités chinoises, qu'ils soient écrits ou tacites, vont à l'encontre des ambitions de l'industrie des technologies de l'information, qui se targue de promouvoir le droit à la liberté d'information pour tous, en tout temps et en tout lieu.»

En Chine, vous pouvez taper «droits humains», «démocratie», «liberté» ou

même «Amnesty International» dans les moteurs de recherche: aucun résultat. Si vous cherchez des informations sur des thèmes sensibles comme le massacre de Tianan men ou l'indépendance du Tibet, certains sites seront automatiquement écartés de la recherche. Des blogs, hébergés par *Microsoft*, sont régulièrement fermés quand leur contenu a le malheur de dénoncer les nombreuses violations des droits humains commises dans le pays ou de revendiquer plus de démocratie ou de liberté d'expression. La responsabilité directe de *Yahoo!* dans l'arrestation de deux journalistes a été clairement établie. La multinationale a reconnu avoir fourni des informations confidentielles sur deux de ses utilisateurs. Shi Tao et Li Zhi purgent actuellement de longues peines de prison.

Que faire face à un tel constat? Comment garantir le droit à une information libre? La solution peut émerger où on l'attend le moins, par une prise de conscience au sein même de l'industrie de l'information, comme le montre l'initiative lancée en 2008 par les actionnaires de *Google*.

Les technologies qui permettent au gouvernement chinois de filtrer et de bloquer le contenu d'Internet sont principalement fournies par des compagnies étrangères. Yahoo!, Google et Microsoft pratiquent la censure en temps réel.

Ils ont déposé une résolution lors de l'assemblée générale de l'entreprise. Bien que cette résolution ait été rejetée, on peut considérer que la démarche d'actionnaires tels que la Caisse de pension de New York (*New York City Pension Fund*) a eu un effet positif: le projet de résolution a permis de faire pression sur *Google* et a obligé l'entreprise à prendre position sur cette question.

Essor des téléphones portables

Blogs, sites, forums: depuis une dizaine d'années, internet a vu éclore des espaces de liberté et de contestations, véritables palliatifs à la mainmise de gouvernements sur les médias traditionnels. La Chine n'est pas seule. Il est rare de trouver un gouvernement qui n'ait pas à faire face à des cyberdissidents

«armés» de leur ordinateur. Le 12 mars 2009, Reporters sans frontières (RSF) lançait avec le soutien d'autres ONG une action intitulée «24 heures contre la censure sur internet». L'état des lieux est accablant. Dans vingt-deux pays, la Toile est surveillée, filtrée et écumée de toute voix contestataire.

«L'année passée, durant l'Etat d'urgence au Pakistan, des bloggeurs ont eu peur d'utiliser internet pour rapporter les nouvelles et les informations et ils ont alors décidé d'utiliser la téléphonie mobile qui permet de garantir leur ano-

Blogs, sites, forums: depuis une dizaine d'années, Internet a vu éclore des espaces de liberté et de contestations, véritables palliatifs à la mainmise de gouvernements sur les médias traditionnels.

nymat», affirme Ken Banks, fondateur de *kiwanja.net*, une organisation spécialisée dans l'utilisation du portable dans le développement. Pour l'instant, le réseau téléphonique est encore relativement préservé de la censure, mais pour combien de temps encore?

Alors que seule une personne sur sept possède un ordinateur, près d'une personne sur deux à travers le monde a un téléphone portable. En 1990, en Afrique, il y avait à peine 14 000 abonnements téléphoniques, alors qu'en 2005, il y en a plus de 280 millions. Face à ce constat, plusieurs spécialistes d'internet et des informaticiens ont développé des technologies combinant les avantages de la téléphonie mobile – son faible coût et sa démocratisation, notamment en Afrique et en Asie – et internet. Grâce aux téléphones portables, un simple citoyen peut se transformer en témoin d'atteintes aux droits humains et le web permet de mieux en faire son écho. «Grâce à un ordinateur portable et une centaine de téléphones mobiles recyclés, l'accès aux soins a été facilité pour près de 250 000 Malawites vivant dans des zones rurales», déclare Ken Banks. Aujourd'hui, des ONG présentes dans quarante pays utilisent le programme gratuit *FrontlineSMS* qu'il a développé.

Elections sous surveillance

Autre acteur majeur dans ce domaine, la plateforme de communication *Ushahidi* («témoignage» en swahili).

Autre acteur majeur dans ce domaine, la plateforme de communication *Ushahidi* («témoignage» en swahili).

hidi («témoignage» en swahili). Elle est née à la suite des violences postélectorales qui ont secoué le Kenya au début de l'année 2008 et suite au black-out médiatique ainsi qu'à la difficulté d'avoir des informations sur la situation qui ont suivi. Grâce au site internet *ushahidi.com*, toute personne qui avait été témoin de violences pouvait envoyer un SMS à un numéro de service de messagerie géré par l'équipe d'*Ushahidi*. Après vérifications, ces informations étaient mises en ligne et localisées grâce à *Google Map* sur une carte du Kenya. *Ushahidi* a également été utilisé pour recueillir des témoignages lors du conflit qui a éclaté en novembre 2008 dans le Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo. Prochain grand défi pour *Ushahidi*: participer à la supervision des quelque 714 millions de votants indiens qui vont se déplacer aux urnes pour élire leur parlement (www.votereport.in).

Grâce à ce nouveau mode de travail en réseau offert par la téléphonie mobile – comme les mises à jour par SMS concernant les campagnes d'actions et les activités menées – les ONG bénéficient de nouvelles façons de communiquer avec leurs membres et leurs partenaires. Amnesty International en Belgique a recours aux SMS pour inciter de nouveaux contacts à réagir rapidement aux cas d'atteintes aux droits humains, via un appel à participer aux actions urgentes. Après s'être abonné à ce service d'actions urgentes, l'utilisa-

ABSTRACT

Amnesty International

Die Entwicklung neuer Technologien wie die des Internets oder die des Mobiltelefons haben den Zugang zur Information stark verändert. Der Austausch von Informationen wurde vom technischen Standpunkt her schneller und einfacher. Das Risiko von Zensur und Repression durch den Staat hat aber im gleichen Mass zugenommen. Am Beispiel von China und Pakistan zeigt sich, wie die Bemühungen um ungehinderte Informationsverbreitung durch staatliche Stellen verhindert werden. Suchmaschinen werden zensuriert, und auf gewisse Stichworte bei der Suche werden keine entsprechenden Links angezeigt. In Pakistan wurde daher eher das Mobiltelefon zur Nachrichtenweitergabe benutzt, da die Anonymität besser geschützt werden konnte. Nichtregierungsorganisationen haben auf diese Entwicklung reagiert. Die zunehmende Verbreitung der Mobiltelefone in Afrika ermutigt die Nichtregierungsorganisationen, neue Wege der Kommunikation mittels SMS zu beschreiten und sich bei den Mitteln der Informationsverbreitung nicht auf das Internet zu beschränken, sondern auch dazu SMS als Kommunikationsmittel einzusetzen, wie verschiedene Beispiele aus Afrika zeigen.

teur reçoit chaque semaine un SMS avec le descriptif d'une action. S'il désire la soutenir, il lui suffit de renvoyer un SMS à Amnesty avec son nom, prénom et adresse. Ces informations qui font office de signature sont ensuite transmises aux autorités concernées.

Diversification

Certaines organisations vont encore plus loin dans le champ d'utilisation du téléphone. *Mobiles-in-a-Box* – un projet de *Tactical Technology Collective* – propose tout un ensemble d'outils, de stratégies et de guides d'utilisations visant à aider les ONG à utiliser les téléphones mobiles et d'autres médias dans leur travail. «Il y avait le besoin d'une nouvelle approche dans l'utilisation de la technologie et des informations pour lutter contre des gouvernements oppressifs aux ressources énormes», déclare Marek Tuszyński, cofondateur de *Tactical Technology Collective*.

La téléphonie mobile permet de diversifier les moyens d'action des ONG. Grâce à ce nouveau mode de communi-

cation, les organisations et les militants indépendants peuvent entrer en contact avec des personnes qu'ils ne pouvaient atteindre auparavant. Des personnes marginalisées, se trouvant dans des

La téléphonie mobile permet de diversifier les moyens d'action des ONG. Grâce à ce nouveau mode de communication, les organisations et les militants indépendants peuvent entrer en contact avec des personnes qu'ils ne pouvaient atteindre auparavant.

zones reculées ou dans des zones de conflits. L'œil du citoyen pèse sur les responsables des atteintes aux droits humains, mais la pression doit également être mise sur les utilisateurs et utilisatrices de cette technologie, qui, s'ils ne vérifient pas les informations reçues, risquent de faire perdre toute crédibilité à cet outil nécessaire dans l'accès au droit à l'information.

Contact: fpaz@amnesty.ch

[a[r[b|i]d]o]

arbido newsletter → www.arbido.ch